

POUR RELANCER LA DYNAMIQUE SYNDICALE, UNE FSU RÉSOLUMENT COMBATIVE!

Le 10^e congrès de la FSU se déroule sur fond de crises profondes, à commencer par une grave crise politique. L'abstention aux dernières élections a atteint des niveaux record, la défiance qui existe au sein de la population et le manque d'espoir qui l'accompagne ne laissent pas présager d'un regain d'intérêt, alors que l'élection présidentielle se profile dans quelques mois. La démocratie est mise à mal, et les tenants de l'extrême-droite profitent d'un boulevard pour répandre leurs idées nauséabondes. L'espace médiatique est saturé de sondages qui prétendent « faire » l'opinion.

Le mouvement social est en difficulté pour affirmer ses solutions à cette crise marquée par une possible arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, pouvant conduire une partie du syndicalisme à rester l'arme au pied. Les salarié-es sont attentistes par manque de perspectives (et de victoires) alors qu'il faudrait pourtant être à l'offensive sur le terrain social. C'est le moment de développer une conflictualité qui nous permettra de peser sur les orientations politiques à venir.

Les raisons ne manquent pas : alors que la société est plus que jamais fracturée par des inégalités profondes, les politiques anti-sociales vont bon train. Le gouvernement s'attaque aux plus pauvres (réforme de l'assurance chômage), reste sourd aux revendications des salarié-es et des retraité-es, ne répond en rien aux problèmes de pouvoir d'achat liés, entre autres, à la hausse des prix de l'énergie, et prétend régler la question de l'emploi en « arrosant » les entreprises d'aides publiques qui profitent aux actionnaires, mais pas aux salarié-es ! Des projets contre les retraites sont toujours d'actualité... Il faut aussi faire face à un mouvement de fond réactionnaire : les atteintes aux libertés se multiplient (loi sécurité globale et loi séparatisme) et se banalisent au prétexte de la situation sanitaire. Sur bien des sujets (racisme, peine de mort, etc), les digues ont sauté.

Au niveau international, alors que la solidarité est indispensable pour répondre à la crise sanitaire, il n'y a pas de volonté politique pour la levée des brevets sur les vaccins. La situation dramatique du peuple afghan, en particulier des femmes, n'a reçu comme réponse qu'un discours indécent de Macron sur un prétendu danger de flux migratoires !

Pourtant, l'altermondialisme est plus que jamais d'actualité. La pandémie a démontré que d'autres politiques au niveau mondial pouvaient apporter des réponses pérennes. L'urgence écologique et climatique nécessite une rupture avec le système actuel, appelant aussi des réponses globales au plan international.

Face à ces crises multiples et complexes, le syndicalisme est un outil indispensable pour renouer avec la voie du collectif permettant

aux salarié-es de retrouver l'espoir de lutter pour transformer la société. Le syndicalisme se déploie sur les lieux de travail, au plus près des collègues, pour assurer la défense de tou-ttes et porter des revendications sur les conditions de travail. Mais il se tourne aussi vers les plus précaires, éloigné-es des lieux et des collectifs de travail, du fait de la volatilité des emplois. Il doit redonner confiance, fixer les objectifs de lutte, engager l'action. Il développe aussi des mobilisations plus globales, pour changer la société et imposer d'autres orientations.

Nous défendons un projet de société solidaire : les services publics y jouent un rôle central, ils doivent permettre l'égalité d'accès aux droits fondamentaux. Dans l'intérêt général des salarié-es et de la population, ils doivent être confortés. Les batailles pour favoriser l'égalité femmes-hommes sont capitales, tout comme celles pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles. Il faut permettre l'accueil des migrant-es et ne pas tolérer le sort indigne qui leur est fait. La précarité, les salaires, l'emploi sont des préoccupations majeures pour permettre à chacun-e de trouver sa place dans la société.

Face au déferlement de propos haineux et réactionnaires diffusés par l'extrême-droite, face aux politiques néolibérales qui en font le lit, il n'y a qu'une réponse : mettre la question sociale au centre des débats. Pour y parvenir, nous devons construire et développer un mouvement social et porter nos revendications dans la rue. Des luttes existent et se développent de façon sectorielle, charge alors au syndicalisme de faire converger les mobilisations.

Les syndicats qui se réclament de la lutte ont construit le puissant mouvement contre la réforme des retraites en 2019. Ils doivent prolonger le combat. Il faut travailler à construire avec la CGT et Solidaires un outil pérenne du syndicalisme de transformation sociale et envisager sérieusement une véritable recomposition, projet unitaire à même de créer une nouvelle dynamique syndicale.

La responsabilité de la FSU est importante, il nous faut une fédération forte. Plus qu'une addition de syndicats nationaux, nous avons besoin d'une élaboration et de constructions vraiment fédérales, qui montrent la cohérence et la globalité des politiques néolibérales, afin de les combattre. Nous avons besoin également d'une fédération plus ouverte, à l'image de son engagement dans « Plus jamais ça », pour lier enjeux sociaux et environnementaux. Chercher à rassembler autour de nos valeurs, favoriser les alliances et s'engager dans les collectifs unitaires, tout cela est aujourd'hui nécessaire pour renforcer le syndicalisme de transformation sociale, écologique, féministe et antiraciste et lui permettre de répondre aux grands enjeux. ■



THÈME 1

Réancrer l'action syndicale



Après plus de vingt mois d'une crise sanitaire qui a exacerbé les inégalités scolaires et d'accès à la culture et épuisé les personnels, le système éducatif est à bout. Il y a un enjeu à ce que le congrès de la FSU en prenne la mesure pour élaborer une stratégie syndicale capable d'enclencher un nouveau cycle de résistance et mobilisation.

Un des enseignements de la pandémie est d'avoir mis à nu l'état de délabrement dans lequel se trouvent les services publics de l'Éducation, de la formation, de la recherche et de la culture. La première des raisons en est le sous-investissement chronique provoqué par vingt ans de logique libérale et austéritaire. À cela s'ajoutent les politiques éducatives menées, que Blanquer a parachevées ces cinq dernières années de façon particulièrement violente. Les réformes du lycée, de Parcoursup et du Bac, articulées au pilotage des pratiques (multiplication du prescrit et des évaluations nationales standardisées) renforcent le caractère ségrégatif du système scolaire.

L'individualisation des parcours et des apprentissages, le resserrement sur « les fondamentaux » ici, l'élitisme et la sélection là, sont autant de moyens pour imposer aux jeunes un avenir scolaire socialement déterminé. La mise sous tutelle des métiers de l'enseignement et de la culture a été exacerbée, tant par des mécanismes relevant de la « prolétarianisation » que par des techniques managériales plus modernes : pour cela, la précarisation des personnels, commencée lors de l'entrée dans le métier, est un levier pour les assujettir. La contractualisation et la territorialisation s'érigent en modèle dominant dans l'enseignement supérieur et la recherche, mais aussi dans l'éducation et la formation, avec le démantèlement des REP, l'expérimentation des CLA ou les dispositifs d'évaluation des établissements. De même que les logiques d'externalisation ou de standardisation (cf. évaluations, certifications...), la multiplication des contrats précaires ajoute à la dislocation des services publics, de la maternelle à l'Université et apporte son lot de souffrance pour les personnels, non formés, non reconnus et mal payés.

Il est difficile d'établir le moment précis où les transformations en série des services publics d'éducation, de formation, de la recherche et de la culture engendrent un point de bascule, un changement de paradigme. Mais il est clair que nous y sommes et que Blanquer a su tirer toutes les ficelles dont il disposait pour y parvenir !

Le texte préparatoire au congrès de la FSU a conservé son chapitre habituel : la première partie a pour but de dresser une analyse systémique de l'état des services publics d'éducation, formation, recherche et culture. La deuxième partie est consacrée aux contenus et pratiques nécessaires pour l'acquisition par toutes et tous d'une même culture commune émancipatrice. La partie 3 traite de l'organisation du système éducatif pour lutter contre les inégalités. La partie 4 est consacrée à la définition des conditions pour que les métiers soient au service de la démocratisation de la réussite scolaire. Quatre zooms livrent une analyse plus approfondie sur des points transversaux : « Traiter les conséquences éducatives de la crise sanitaire » ; « La contractualisation contre l'Éducation prioritaire » ; « Formation professionnelle » ; « La formation des enseignant-es ». Un certain

nombre d'éléments sont renvoyés de façon explicite au corpus de nos mandats. Le texte dans son ensemble ne pose pas de problème majeur et montre une certaine homogénéité de la fédération dans l'analyse des politiques menées et de l'état du système éducatif.

En revanche, ce texte, à ce stade de son écriture, manque cruellement de mandats : la formulation d'une stratégie syndicale, alliant formalisations précises de revendications et réancrage de l'action

militante est la plupart du temps absente. Il nous faudra bien évidemment le faire évoluer en ce sens. En effet, il serait inconséquent qu'une analyse juste des politiques éducatives ne débouche pas sur des propositions concrètes de mise en mouvement de la profession pour y faire échec. Il nous faut trouver des axes de résistance, formuler des consignes syndicales de refus et projeter des campagnes pour organiser la conflictualité prête à s'exprimer contre Blanquer et ses réformes.

Par ailleurs, si nous partageons la gravité de la situation, que nous qualifions de « changement de paradigme » pour l'école, dans son fonctionnement et ses finalités, n'est-ce pas le moment de dépasser nos clivages traditionnels et de revoir tranquillement nos positions ? Le projet de la FSU sur le lycée peut-il demeurer identique après le séisme provoqué par la destruction opérée par la réforme Blanquer ? N'est-ce pas le moment de revisiter nos positions sur la formation des enseignant-es et sur les concours, notamment la nature de la formation et la place du concours, quand on assiste au saccage en règle opéré par la dernière mouture de la réforme de la formation ? N'y a-t-il pas urgence à repenser certaines questions pour revitaliser le projet éducatif de la fédération, et le rendre plus percutant, à même de peser dans le débat notamment en période électorale ?

Arriver à rendre opérationnels nos textes de congrès est certainement l'enjeu le plus important, et le plus difficile, de la période qui s'ouvre. ■



PHOTO : THOMAS GOEY / AFP

THÈME 3

Développer nos analyses p

Le thème 3 permet d'approfondir les analyses d'un système capitaliste qui, guidé par la recherche effrénée du profit charrie catastrophes écologiques, violences sociales et discriminations. Il s'agit pour le syndicalisme de transformation sociale de travailler à des alternatives éco-sociales, solidaires et émancipatrices.

Les rapports alarmants sur le dérèglement climatique s'accroissent et les décisions politiques sont indignes. Les dérèglements environnementaux exigent de conjuguer écologie, critique du productivisme capitaliste, justice sociale et solidarité internationale. Cela suppose de rompre avec la recherche du profit qui conduit à des destructions massives et irréversibles.

Le syndicalisme a un rôle décisif dans la construction du plan d'urgence social et écologique proposé par « Plus jamais ça » : redistribuer les richesses au niveau planétaire et étatique, assurer un accès effectif aux droits sociaux (logement, santé, éducation...) pour tout-es, remettre en cause le libre-échange, garantir la souveraineté alimentaire, développer les services publics et défendre les communs. Cela exige de rompre avec le mythe du marché auto régulateur, et impose une planification issue de délibérations démocratiques. Le syndicalisme doit se battre pour l'instauration d'un réel pouvoir décisionnel des salarié-es sur la nature de la production et les conditions de celle-ci.

Des problématiques sont encore à creuser : quelle structuration avec quel financement pour mettre en place le principe légitime d'une « sécurité sociale alimentaire » garantissant l'accès à une alimentation de qualité et respectueuse de l'environnement ? Comment articuler au mieux notre exigence du retour



PHOTOS : D. R.

THÈME 2

Pour faire face aux crises : le service public et ses agent-es



Le thème 2 porte sur la Fonction publique et ses agent-es. Le préambule insiste sur la façon dont les dernières années, marquées par des crises successives sur le plan économique et social (« gilets jaunes ») puis sanitaire, ont révélé la place essentielle des services publics. Ainsi, leur affaiblissement continu et délibéré par les politiques néo-libérales depuis 30 ans dans les domaines de la santé, l'éducation, la justice ou la solidarité ont été largement questionnés au sortir des confinements, ce dont le syndicalisme de transformation sociale doit savoir se saisir pour proposer de nouvelles perspectives.

Partie 1 : les services publics

La partie 1 procède à un état des lieux des services publics et des attaques qu'ils ont subies pour aller vers les besoins revendiqués par la FSU en termes de reconstruction, de développement ou de création de nouveaux services publics. Au cours du quinquennat, E. Macron aura été contraint de revoir très nettement à la baisse son objectif de destruction d'emplois de fonctionnaires. Cependant, les politiques publiques auront toujours été favorables aux « profiteurs de crise » (ISF, flat tax, impôt sur les sociétés ...) au détriment des populations les plus fragiles.

Par ailleurs, la dérégulation des services publics passe par des dispositifs multiples : marchandisation, privatisation, externalisation, territorialisation, dématérialisation qui s'inscrivent dans les lois Notre, MAPTAM, 3DS ... témoignant d'une grande continuité d'un quinquennat à l'autre.

C'est ce qui a amené la FSU, avec d'autres, à formuler une revendication en faveur de la levée des brevets concernant les vaccins contre le Covid pour protéger les populations, et pas seulement celles des pays riches. Mais la question est également posée d'envisager la création d'un service public du médicament pour ce qui concerne la recherche, la production mais aussi la distribution. Nous pensons que les congrès départementaux devraient y répondre favorablement.

Les questions relatives à la renationalisation de certains services publics, en particulier les entreprises de réseaux (eau, téléphonie, autoroutes) sont également posées et la FSU est invitée à participer aux campagnes unitaires sur ces enjeux. Le cadre proposé par « Plus jamais ça » est important compte-tenu de sa pertinence sur ces sujets.

Partie 2 : les personnels

La partie 2 s'articule autour des droits des agent-es : temps de travail, carrière, rémunération, égalité professionnelle, condition de travail, retraite... La FSU réaffirme son opposition aux logiques néo-libérales à l'œuvre dans toutes les réformes engagées par le gouvernement. Nombre d'entre-elles résultent de l'application de la loi dite de transformation de la Fonction publique (LTFP), comme la création d'un Code de la Fonction publique. Cette opération se fait à droit constant mais la logique à l'œuvre est la transformation des lois statutaires de la Fonction publique en boîte à outils managériale ainsi que la volonté d'amoinrir le statut au profit des emplois contractuels. La mise en place d'une obligation de participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire (PSC) des agent-es est aussi prévue par la LTFP. La volonté affichée du gouvernement d'amélioration de la santé des agent-es cache pourtant mal ses intentions libérales : ouvrir la porte aux assureurs privés au détriment des mutuelles, remettre en cause les solidarités intergénérationnelles, familiales et de revenus... Cela va à l'encontre du 100 % Sécu revendiqué par la FSU. Et alors que la LTFP remet en cause des accords conclus pour prendre en compte la pénibilité, des jours de congés accordés par les employeurs publics en imposant une durée effective de travail de 1607 heures, la FSU rappelle son mandat de réduction de temps de travail.

Autre sujet d'actualité, le télétravail. La FSU affirme sa vigilance quant à son développement dans la Fonction publique en revendiquant le volontariat, la réversibilité du choix et aussi l'augmentation de l'indemnité.

Dans le contexte actuel d'augmentation des prix à la consommation et d'une inflation cumulée de près de 13 % depuis 2010, le gouvernement maintient sa politique d'austérité en refusant toute augmentation de la valeur du point d'indice. La FSU remet en avant ses revendications d'amélioration de salaire et d'opposition à la multiplication des indemnités qui individualisent la rémunération.

Lutter contre la précarité, c'est aussi reconnaître les AESH, ces agent-es de l'Éducation nationale qui exercent une mission de service public pérenne, sans qui l'école inclusive serait impossible. La FSU doit pousser le ministère à une véritable transformation du métier d'AESH passant par la création d'un nouveau corps de la Fonction publique, et la reconnaissance d'un temps de travail dérogatoire, calqué sur le temps scolaire. ■

Pour construire des alternatives et pour agir

à une Sécurité sociale prenant en charge 100 % des soins et l'existence de la part employeur de la protection sociale complémentaire qui soulage le pouvoir d'achat des salarié-es ? Quel numérique et quelles luttes contre les systèmes de surveillance et les GAFAM ?

L'activité syndicale doit aussi se déployer plus fortement contre les discriminations, le sexisme, les violences policières, l'islamophobie, l'antisémitisme... pour l'égalité des droits, les libertés publiques. Face au durcissement autoritaire et réactionnaire du gouvernement, notamment avec les lois liberticides sur le « séparatisme » et la « sécurité globale », la FSU doit s'engager sans réticences, ni crispations, en analysant et en caractérisant les phénomènes, en s'appuyant sur les sciences sociales, et en créant les ponts nécessaires pour construire les luttes avec les premières concerné-es.

Face à un espace médiatique saturé par le discours et les idées nauséabondes de l'extrême droite et à la montée des actes violents qui l'accompagnent, la FSU doit développer une analyse des processus à l'œuvre et informer largement les personnels de la dangerosité. Mais, surtout pour lutter contre le péril fasciste, il est nécessaire d'investir davantage les cadres unitaires de lutte, de manifester dans la rue notre opposition aux discours de rejet et de haine et réaffirmer sans concessions nos valeurs de solidarité, d'égalité entre tou-ttes les citoyen-nés.

Alors que les discriminations et les violences sexistes n'ont jamais eu autant de visibilité, les politiques publiques ne répondent pas à l'enjeu de

lutter efficacement contre celles-ci. Elles continuent de s'inscrire dans un système de domination patriarcal contre lequel il faut lutter en articulant tous les niveaux de mobilisation (égalité des droits, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, lutte contre la précarité...) et en donnant davantage de place et de visibilité aux revendications féministes dans toutes les mobilisations. Le féminisme doit irriguer nos pratiques syndicales car lutter contre les discriminations faites aux femmes, c'est faire avancer l'égalité pour toutes et tous. La Grève féministe n'est, en cela, pas seulement un objectif à poursuivre mais nécessite de s'engager résolument dans sa construction.

Sur l'ensemble de ces questions, cela suppose de se donner les moyens de dialoguer et d'agir dans les cadres larges et sans a priori avec les mouvements climat, féministes, antiracistes, antifascistes, y compris ceux qui émergent, et en utilisant de nouvelles formes d'action.

Rompre avec ce système, c'est rompre avec toutes les oppressions, les discriminations, mais aussi avec la domination impérialiste en mettant en avant les solidarités, l'internationalisme. Que ce soit en Palestine ou au Mali entre autres, il faut combattre les logiques guerrières, néo-coloniales, oppressives.

La FSU doit se doter de mandats offensifs qui, appuyés sur des analyses solides et partagées, dégagent les pistes de rupture avec ce système tant au plan écologique, économique, social que sur les questions de droits et libertés. Des mandats tournés vers l'action pour que la FSU construise pratiquement les mobilisations unitaires sur tous ces fronts. ■

THÈME 4

L'avenir du syndicalisme ; une forme d'urgence à agir



Face aux difficultés rencontrées dans la période, le thème 4 développe une série de mesures que nous considérons comme des urgences.

Urgence à agir face à la gravité de la crise climatique, avec la place de la fédération dans le collectif « Plus Jamais ça » pour développer un profil syndical qui porte la question d'un syndicalisme de transformation sociale ET écologique. Ce collectif est profondément novateur par sa capacité à faire travailler ensemble des structures aux objectifs initiaux différents, ce qui, en retour, provoque un changement de point de vue de chacun.

Urgence à agir pour porter le travail syndical à l'échelle internationale, pour une FSU internationaliste qui fasse vivre des campagnes européennes pour la justice sociale et climatique, développe la solidarité avec les peuples opprimés (comme le peuple palestinien par exemple) et porte dans le mouvement social la critique des guerres et du néocolonialisme (Françafrique notamment).

Urgence à reprendre l'initiative sur le terrain social contre toutes les facettes du néo-libéralisme, en développant des mobilisations avec les personnels afin de créer les rapports de force nécessaires. Cela passe par des mobilisations syndicales « classiques » mais aussi par l'attention à porter en direction des nouvelles formes de luttes (GJ, Marches pour le climat, #MeeToo, #BlackLiveMatters...), dont il faut savoir intégrer les préoccupations et qui contribueront à renforcer notre camp social.

Urgence à agir pour éviter que le pseudo dialogue social n'engule le syndicalisme dans des réunions sans fin, et sans la moindre avancée sociale, qui risquent de happer nos forces militantes et créeraient une distance dangereuse avec les personnels. La force de la FSU est au contraire la proximité de ses syndicats nationaux avec le terrain, la capacité de développer un syndicalisme qui veut changer la société.

Urgence à agir face à la loi de transformation de la Fonction publique qui, par son attaque contre le paritarisme, met en difficulté notre syndicalisme, en particulier les plus gros syndicats de la fédération dans l'Education, qui portaient, dans les CAP dont ils avaient fait des cadres transparents garantissant l'égalité de traitement, des formes de structuration collective, aujourd'hui affaiblies face à la pression hiérarchique. Il nous faut donc travailler de nouveaux ressorts autour des questions de métiers, des questions de justice sociale et climatique, d'égalité femmes-hommes et ne pas lâcher le terrain de la défense individuelle et collective, qui passe aussi par les luttes.



PHOTOS : D. R.

Urgence à faire en sorte que les mandats de la fédération de construire un nouvel outil syndical avec CGT et Solidaires se concrétisent. Face à toutes les attaques libérales, face à la menace grandissante d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite, avec un mouvement syndical globalement en difficulté, il est urgent que le syndicalisme de transformation sociale trouve la voie du rassemblement. Nous ne pouvons plus nous contenter de rappeler tous les 3 ans la nécessité d'œuvrer à ce nouvel outil syndical. Il faut pousser les feux avec la CGT et Solidaires (oui les deux...) en mettant en place des cadres de débats, d'échanges, de structurations communes plus pérennes (dans la FP par exemple) afin d'avancer vers des états généraux du syndicalisme de transformation sociale.

Urgence, toujours, à renforcer le fonctionnement fédéral à tous les niveaux et notamment au plus près des syndiqué-es. C'est la section départementale FSU (SD) qui reste l'échelon de proximité pertinent, avec les mobilisations interprofessionnelles à construire localement. C'est le creuset d'un fédéralisme transcendant les liens entre syndicats et syndiqué-es de la fédération. Il faut poursuivre l'aide à apporter aux SD pour leur meilleur investissement dans le fonctionnement national.

Urgence à agir pour adapter notre syndicalisme aux milieux professionnels dans lesquels nous intervenons. Il est décisif que toutes les

salarié-es, quel-elles que soient leur genre, leur statut professionnel, leur couleur de peau puissent se sentir défendu-es, représenté-es par la FSU et ses syndicats nationaux, qu'ils-elles puissent s'insérer pleinement dans leur fonctionnement. En particulier, il faut mener une réflexion poussée pour permettre aux personnes susceptibles d'être en butte à des discriminations raciales de trouver toute leur place dans les syndicats et la fédération.

Il nous faut aider les personnels précaires à lutter pour améliorer leur situation et accéder à des emplois de fonctionnaires, relayer leurs mobilisations et revendications en organisant avec les titulaires une solidarité concrète.

Urgence à agir, avec le mouvement des retraité-es, qui témoigne d'une unité exemplaire et pérenne dans le G9, pour défendre la protection sociale dont les mécanismes collectifs et solidaires sont lourdement attaqués (Sécurité sociale, pensions, PLFSS, PSC, 5^e branche autonomie). Urgence aussi à doter la FSU d'un outil de travail sur ces questions à la hauteur des enjeux fédéraux : un secteur « protection sociale » mettant en synergie actifs-ves et retraité-es. ■

Zoom « laïcité »

Le « zoom « laïcité » a été l'objet de multiples réécritures, liées à des approches diverses. L'ÉE a défendu l'idée selon laquelle la laïcité ne doit pas être abordée sous l'angle principal des « attaques » dont elle ferait l'objet – succession de buzz médiatiques – dans les « territoires perdus de la République », syntagme à forte connotation raciste qui cible les quartiers populaires. Dans le contexte actuel, il est indispensable de dénoncer l'instrumentalisation de la laïcité à des fins xénophobes, islamophobes, les mesures liberticides, normatives prises en son nom. Tout en rappelant les principes de la laïcité que nous voulons promouvoir et les objectifs qu'elle doit viser : garantir la liberté de conscience, accueillir la différence, la diversité, l'égalité des droits, la lutte contre les discriminations, avec, pour l'éducation, un service public laïque mettant fin au dualisme scolaire. Et heureusement, au-delà du zoom spécifique, d'autres points sont traités comme le scandaleux rapport Obin et la formation des enseignant-es à la laïcité (à l'opposé de la vision Blanquer), le développement de l'islamophobie et les attaques contre les militant-es et universitaires accusé-es « d'islamogauchisme ».

► Un site : <https://www.ecoleemancipee.org/>

► Un mail de contact : contacts@ecoleemancipee.org